



Assemblée générale
Conseil économique et social

Distr.
GENERALE

A/47/279
E/1992/79
24 juin 1992
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Quarante-septième session
Point 79 de la liste préliminaire*
DEVELOPPEMENT ET COOPERATION
ECONOMIQUE INTERNATIONALE

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL
Session de fond de 1992
Point 12 de l'ordre du jour
provisoire**
DEVELOPPEMENT ET COOPERATION
ECONOMIQUE INTERNATIONALE

Coopération halieutique en Afrique

Rapport du Secrétaire général

RESUME

Le présent rapport a été établi en application de la résolution 45/184 de l'Assemblée générale datée du 21 décembre 1990, demandant au Secrétaire général de lui soumettre, à sa quarante-septième session, en étroite collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et à travers le Conseil économique et social, un rapport sur la coopération halieutique en Afrique comprenant des recommandations pour son amélioration.

La pêche en Afrique : un atout économique réel à promouvoir

Si depuis de nombreuses années, la part de l'Afrique dans les échanges mondiaux n'a cessé de décliner (2,5 % en valeur en 1965, moins de 1,5 % aujourd'hui), ses exportations halieutiques ont été multipliées par trois en dollars constants durant ces 10 dernières années, dégageant en 1989 un excédent commercial de 600 millions de dollars.

Le secteur des pêches est donc essentiel pour l'Afrique, tant pour ce qui est de l'apport en devises que pour la fourniture de protéines, l'emploi et la capacité d'investissements qu'il dégage.

* A/47/50.

** E/1992/100.

Relever les défis mondiaux à travers la coopération

Il faut saisir dès maintenant les opportunités représentées par la globalisation des échanges et l'augmentation mondiale de la consommation de produits aquatiques, sans quoi l'Afrique risque de se retrouver marginalisée et définitivement exclue des marchés mondiaux.

Pour relever ce défi majeur, il faudra pénétrer les grands ensembles économiques d'Europe et d'Amérique du Nord où se trouvent des marchés rémunérateurs mais aussi protégés (normes sanitaires et écologiques) et exigeants, ceci dans un contexte de concurrence mondiale exacerbée, avec la montée rapide du Sud-Est asiatique et de l'Amérique du Sud.

De plus, la rapidité des progrès techniques, l'apparition de nouvelles technologies et de nouveaux produits sont des données essentielles pour l'accès et le maintien de ces marchés dits "sophistiqués".

Enfin et surtout, la politique internationale a des implications de plus en plus importantes à tous les niveaux. Cette importance de l'échiquier politique mondial se ressent en particulier pour l'Afrique par un désengagement de l'aide bi- et multilatérale, redéployée en masse vers les pays de l'Est.

Ces nombreux défis techniques, économiques et politiques ne pourront être relevés par l'Afrique que dans le cadre d'une cohérence d'actions et de décisions, et donc d'un renforcement de la coopération entre Etats africains, aux niveaux régional, sous-régional et mondial.

Quels besoins spécifiques de coopération dans le secteur des pêches?

Le nouveau droit de la mer créant en 1982 les zones économiques exclusives a initié des besoins de coopération pour la gestion de la ressource, la majorité des pays africains ne possédant pas de flotte hauturière et les stocks étant, de plus, souvent partagés entre plusieurs zones économiques exclusives. La nécessité d'actions communes se situe à la fois au niveau des négociations d'accords de pêches et à celui de la nécessité d'actions de recherche communes pour l'évaluation et le suivi de ces stocks partagés. La similitude des besoins en formation, réglementation, administration et contrôle des pêches permet également d'envisager des synergies et possibilités de coopération entre Etats.

Enfin, l'Afrique doit engager une réflexion globale sur l'aquaculture, d'une part en ce qui concerne la concurrence croissante qu'elle exerce au niveau mondial sur certains produits des pêches africaines (crevette), et, d'autre part, sur le rôle qu'elle pourrait jouer en Afrique (apport protéique ou exportations?). Ce dernier point nécessite une analyse en profondeur de l'échec quasi général du développement aquacole depuis 30 ans en Afrique devant conduire à de nouvelles orientations ainsi qu'à une meilleure circulation de l'information pour éviter la récurrence des échecs et favoriser l'extension des succès.

Le secteur des pêches et de l'aquaculture, de par la mobilité de ses ressources (secteur des pêches), leur caractère renouvelable, mais fragile, ainsi que la similitude des problèmes rencontrés entre les différents pays africains, est donc particulièrement propice au développement d'une coopération pertinente et efficace.

Quelles modalités et quels partenaires pour
une coopération efficace?

Les secteurs privilégiés pour la coopération sont, on l'a vu, la recherche, l'administration, la formation, la veille technologique, les accords de pêche et la commercialisation, sans oublier la dimension politique nécessaire de toute coopération efficace.

Les modalités peuvent être très variées, ainsi pour les accords de pêche les solutions peuvent être les "joint ventures", les droits de pêche en devises ou en nature, etc... De même, l'ensemble du secteur peut bénéficier d'initiatives telles que les bases de données sous-régionales maritimes du type de celle développée à l'heure actuelle dans les Etats africains riverains de l'océan Atlantique par la Commission économique pour l'Afrique (CEA), la FAO et le DOALOS.

Le choix des partenaires doit être réfléchi afin que chacun tire un bénéfice des actions de coopération, que ce soit au niveau interafricain ou avec les pays du Nord, et les objectifs et besoins des Etats doivent être clairement définis.

Quel rôle pour les organisations internationales?

Le rôle à jouer par les organisations internationales dans ces décisions et orientations est primordial.

Ainsi, pour un développement efficace de la coopération en Afrique, la complémentarité d'organismes tels que la CEA et la FAO est nécessaire. La FAO, par sa connaissance du terrain, des techniques et son implication dans les projets actuels, pourra fournir les données nécessaires à la réflexion ainsi que les structures en permettant l'application pratique. Le mandat de la CEA, lui, ne se situe qu'au stade de la réflexion plus globale "amont". En tant que coordonnateur, elle devra orchestrer les discussions aux différents niveaux et apporter une réflexion pluridisciplinaire et objective afin d'élaborer des stratégies de développement de la coopération prenant en compte à la fois des paramètres techniques, socio-économiques et politiques. C'est dans ce rôle d'auditeur externe et de coordination que l'action conjointe CEA/FAO devra exercer ses compétences.

L'ensemble des faits énumérés précédemment nous conduira, après une analyse plus en profondeur, à proposer des recommandations ayant pour but d'améliorer et d'accélérer la mise en place d'accords de coopération halieutique efficaces en Afrique.

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION	1 - 7	5
II. APERCU DU DEVELOPPEMENT DES PECHEES EN AFRIQUE	8 - 40	7
A. Production	10 - 16	8
B. Commerce	17 - 20	8
C. Consommation et utilisation	21 - 23	10
D. Pêches de capture	24 - 37	12
E. Aquaculture	38 - 40	15
III. SITUATION ET PERSPECTIVES EN MATIERE DE COOPERATION	41 - 121	15
A. Les principaux enjeux	43 - 58	16
1. Marchés internationaux et disponibilités alimentaires locales	43 - 45	16
2. Accroissement des avantages sociaux et économiques découlant de l'exploitation des Zones économiquement exclusives	46 - 52	16
3. Mobilisation du financement nécessaire au développement de la pêche	53 - 58	18
B. Besoins en matière de coopération à court et moyen terme	59 - 121	19
1. Gestion des ressources	59 - 85	19
2. Planification et programmation du développement	86 - 90	25
3. Formation	91 - 95	26
4. Transferts de technologie et appui aux entrepreneurs privés	96 - 101	26
5. Coordination des programmes régionaux et sous-régionaux dans le domaine des pêches	102 - 121	27
IV. CONCLUSION	122 - 124	34
V. RECOMMANDATIONS	125 - 137	35

/...

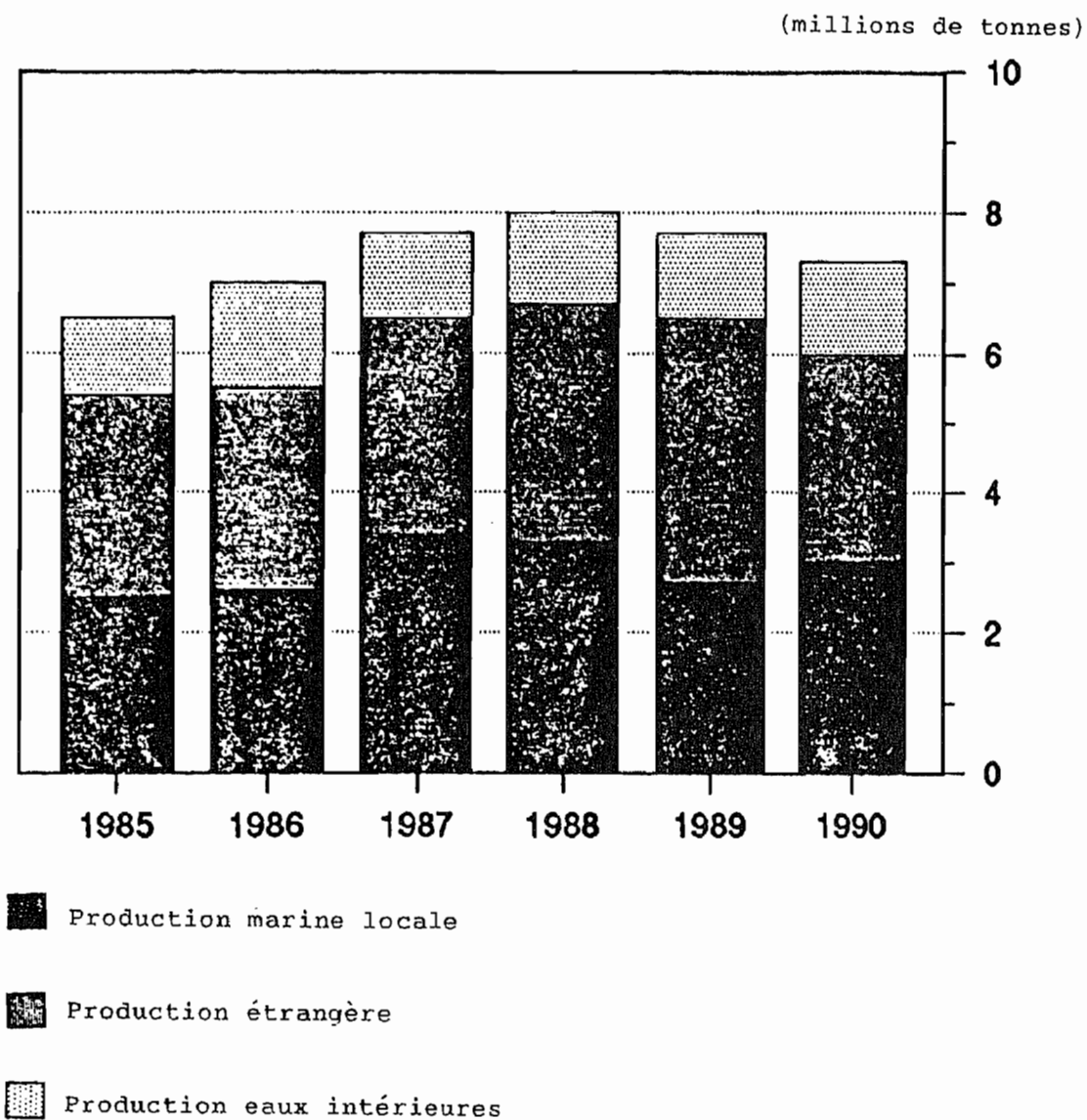
I. INTRODUCTION

1. L'Afrique 1/ dispose de ressources halieutiques considérables qui, quoique irrégulièrement réparties, pourraient contribuer davantage à l'approvisionnement alimentaire et au bien-être économique général de la région qu'elles ne le font à présent. Le poisson est un aliment important pour la majorité des Africains, représentant plus de la moitié de la consommation de la région en protéines animales. Un aménagement judicieux des pêcheries permettrait par conséquent de maintenir, voire d'accroître la contribution de celles-ci aux disponibilités alimentaires et aux recettes en devises par une expansion des pêcheries maritimes et continentales et au développement de l'aquaculture.
2. La Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982 définit un cadre pour l'utilisation durable des ressources halieutiques. Depuis que l'étendue de la juridiction nationale a été portée à 200 milles marins, c'est aux Etats concernés qu'incombe en premier lieu la responsabilité de l'exploitation des pêcheries continentales, et de la quasi-totalité des bancs de pêche qui revêtent une importance économique. Dans ce nouveau contexte, la coopération est appelée à jouer un rôle important tant dans la protection des ressources contre les pêches excessives que pour l'exploitation optimale des stocks commerciaux sur une base économique.
3. La Conférence mondiale sur l'aménagement et le développement des pêches, organisée à Rome du 27 juin au 6 juillet 1984 par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), a permis de sensibiliser davantage les gouvernements des pays en développement aux avantages potentiels qu'ils pourraient retirer du développement du secteur des pêches. La Conférence a adopté une Stratégie d'aménagement et de développement des pêches qui comporte huit éléments principaux, dont la coopération économique et technique et la coopération internationale. A sa dix-neuvième session (avril 1991), le Comité des pêches de la FAO a confirmé le bien-fondé de la Stratégie et les Etats membres ont renouvelé leur engagement à continuer de promouvoir les politiques et plans de développement des pêches sur la base de la Stratégie 2/.
4. La plupart des Etats côtiers d'Afrique ont adapté leurs lois et politiques pour tenir compte des possibilités et des conditions créées par le nouveau droit de la mer. Cependant, 10 ans après la signature de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, la structure du secteur des pêches en Afrique n'a pas beaucoup évolué. Les tendances montrent une augmentation modeste de la production, s'accompagnant toutefois de la surexploitation biologique des principales pêcheries commerciales, ce qui met en danger la pérennité des ressources disponibles.
5. Dans ce contexte, la coopération halieutique, qui par le passé visait à accroître la production, devrait de nos jours porter simultanément sur des questions d'ordre biologique, économique et social de façon à permettre aux opérateurs et aux gouvernements africains de retirer plus d'avantages

/...

Figure

EVOLUTION DE LA PRODUCTION HALIEUTIQUE EN AFRIQUE



économiques de l'exploitation de leurs ressources halieutiques. La nécessité de coopérations internationales, régionales et sous-régionales se fait de plus en plus sentir ces derniers temps à cause des dangers de surexploitation, mais aussi parce qu'on se rend de mieux en mieux compte de la complexité des problèmes liés à la pêche et à l'environnement, ainsi que du déséquilibre dans la répartition de l'expertise de l'expérience et des ressources techniques et financières.

6. Les efforts tendant à évaluer l'incidence économique et sociale, c'est-à-dire à quantifier la contribution actuelle et potentielle de la pêche au PNB de l'Afrique restent limités. Rares sont les données statistiques concernant la valeur ajoutée engendrée par les activités liées à la pêche et les produits qui en découlent. Il est toutefois évident que le rôle économique général joué par la pêche dans l'économie africaine ne cesse de s'intensifier, en particulier par rapport à d'autres secteurs de production alimentaire. Les paramètres clefs indiquent une augmentation de la production et des exportations de produits primaires mais une baisse de l'offre à la consommation consécutive à une réduction des importations. En d'autres termes, les tendances économiques suivent difficilement la croissance démographique en Afrique et l'augmentation de la demande en poisson et produits de la pêche qui en découle.

7. Le présent rapport établi en étroite coopération avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), porte essentiellement sur les tendances économiques et techniques et sur le développement de la coopération dans le secteur des pêches en Afrique. Il donne un aperçu de la situation actuelle des pêches en Afrique, contient des observations sur les nouvelles orientations que semble prendre le secteur en Afrique, souligne le rôle que pourrait jouer la coopération face aux enjeux actuels et définit un scénario général pour les possibilités et activités de développement à court et moyen terme.

II. APERÇU DU DEVELOPPEMENT DES PECHEES EN AFRIQUE

8. Le secteur de la pêche devrait être considéré comme une structure intégrée depuis la production jusqu'à la consommation dans laquelle chaque élément a une relation d'interdépendance étroite avec les autres éléments. L'aménagement et le développement des pêches impliquent des tâches complexes qui nécessitent des connaissances multidisciplinaires et des informations sur une gamme variée de domaines, notamment l'évaluation des ressources halieutiques, l'analyse bio-économique et socio-économique et les techniques d'aménagement.

9. Une collaboration internationale et régionale soutenue est nécessaire pour améliorer l'aménagement des pêches et partant accélérer le développement du secteur.

/...

A. Production

10. Les potentialités totales des eaux africaines (marines et intérieures) sont estimées à environ 9 millions de tonnes par an dont 6,8 millions de tonnes provenant des pêcheries maritimes. La part de l'Afrique de l'Ouest (du Maroc à la Namibie) est de près de 74 %.

11. La production totale a légèrement augmenté depuis ces 20 dernières années. La production totale de poisson des eaux africaines, en cumulant les prises des flottes nationales et étrangères, est passée de 6,4 millions de tonnes en 1970 à 6,5 millions de tonnes en 1985 et à 7,3 millions de tonnes en 1990, dont 78 % de provenance marine (tableau 1).

12. Depuis 1985, la production enregistre une augmentation modeste mais régulière, la production intérieure passant à 4,5 millions de tonnes en 1988, dont 3 millions de tonnes de production marine. Toutefois, depuis 1988, la production marine totale (prises combinées des flottes nationales et étrangères) a baissé, passant de 6,8 millions de tonnes à 6,1 millions de tonnes en 1990.

13. Il existe de grandes différences de quantités entre les sous-régions. Les pays sans littoral ne comptent que pour 17 % de la production intérieure totale, contre 45 % pour l'Afrique de l'Ouest.

14. Les prises moyennes des flottes étrangères se situaient à environ 3 millions de tonnes par an, soit 53 % des prises marines totales en 1986. Leur part est passée à 57 % en 1989 mais a baissé de 500 000 tonnes en 1990 pour retrouver son niveau de 1986.

15. Une comparaison des prises potentielles et des prises actuelles indique que, d'une manière générale, les ressources marines sont pleinement exploitées et que le rendement économique maximal a été atteint pour la plupart des principales espèces recherchées.

16. En revanche, les pêcheries continentales pourraient théoriquement supporter une augmentation importante de la production. C'est dans les réservoirs et les lacs naturels que les pêches sont les plus productives. Cependant, en général, les ressources les plus accessibles des eaux douces sont excessivement exploitées; celles des zones éloignées nécessiteront des efforts importants pour assurer une production à plein régime ainsi que des améliorations substantielles en matière d'information sur les ressources et la situation socio-économique, de mise en place d'infrastructures et d'appui à l'aménagement des pêcheries. Dans certains cas, une meilleure utilisation des petites étendues d'eau, essentiellement des petits réservoirs polyvalents, pourrait permettre d'accroître facilement la production.

B. Commerce

17. La demande sans cesse croissante de poisson tant au niveau régional que mondial peut être considérée comme l'un des enjeux les plus importants de tout scénario pour l'avenir.

/...

Tableau 1

Production halieutique en Afrique (tonnes)

	1985	1986	1987	1988	1989	1990
AFRIQUE DE L'OUEST						
Angola	65497	49436	74936	83783	103132	98941
Bénin	6371	8753	9918	8688	8962	8853
Cameroun	65955	63960	82529	62529	57644	57644
Cap-Vert	10190	6386	8931	6098	8520	7018
Côte d'Ivoire	77782	75436	74253	60936	68504	76755
Guinée Equat.	3200	3650	3600	3600	3600	3600
Gabon	19200	18960	20355	20660	21000	20000
Gambie	8012	6873	10430	4288	3983	6688
Ghana	233049	266523	327020	304374	304075	333768
Guinée	28000	29500	31000	31000	31000	29500
Guinée-Bissau	3600	3620	4000	4540	5200	5200
Libéria	7478	12053	14731	12074	13000	12500
Mauritanie	97300	82200	93400	91600	85612	85000
Maroc	436774	556387	452788	521286	487918	530678
Namibie	13000	14000	31486	32416	20097	289751
Nigéria	154252	161515	155599	168281	184733	217652
Sao Tome Pri	3988	2833	2798	2900	3116	3583
Sénégal	231009	240568	239986	243728	271200	282652
Sierra Leone	37011	37313	37208	37273	37190	35000
Sainte Hélène	572	632	741	786	1013	806
Togo	14844	14124	14475	14755	16044	15378
Zaire	1900	2000	2000	2000	2000	2000
Afrique du Sud	771349	815821	1421173	1296526	874042	532487
TOTAL AFRIQUE DE L'OUEST	2307669	2500877	3108866	3046082	2634270	2677431
AFRIQUE DE L'EST						
Comores	5200	5250	5250	5500	6750	8000
Djibouti	380	409	426	454	391	400
Ethiopie	500	600	500	723	1557	2000
Kenya	6196	6212	6675	7970	7610	7885
Madagascar	35096	44347	52428	61096	69390	74740
Maurice	12321	12855	18136	17099	17137	14807
Mozambique	33308	31154	35850	33300	33075	34720
Réunion	2155	1724	1776	2080	1989	1952
Seychelles	4090	4542	3953	4343	4403	5369
Somalie	16467	16500	17000	17700	17700	17100
Tanzanie	42740	44085	39805	49199	49565	47000
Afrique du Sud	3247	2901	2480	2417	2239	1613
Soudan	409	1190	1200	1200	1200	1127
TOTAL AFRIQUE DE L'EST	162107	171769	185679	203081	213006	216513
TOTAL PROD. MAR. AFRIQUE	2469776	2672646	3294545	3249163	2847276	2893644
FLÔTTES ÉTRANGÈRES						
Afr. de l'Ouest	2638933	2701814	2945233	3170812	3407114	2942898
Afr. de l'Est	247982	289989	321170	372585	320628	316377
Total flottes étrangères	2886915	2991803	3266403	3543397	3727742	3259275
TOTAL PARTIEL AFRIQUE (marine)	356691	5664449	6560948	6792560	6575018	6153219
PROD. EAUX INTER.	1164769	1239481	1221838	1285122	1307286	1149950
TOTAL GENERAL AFRIQUE						
(loc. + eaux intérieures)	3634543	3912127	4516383	4534285	4154562	4043894
(loc. + Etr. + eaux int.)	6521460	6903930	7782796	8077682	7882304	7303169
% de la prod. étrang. (marine)	53.9	52.8	49.8	52.2	56.7	53.0
% de la prod. étrang. (marine + eaux int.)	44.3	43.3	42.0	43.9	47.3	44.6

/...

18. Malgré l'abondance des ressources en Afrique, de nombreux pays doivent compter, parfois de façon substantielle, sur les importations pour compléter la production intérieure. Si, sur le plan de la quantité, la balance commerciale concernant le poisson enregistre continuellement un déficit depuis 1975, la situation est différente en ce qui concerne la valeur des échanges.

19. L'Afrique est devenue un exportateur net de poisson depuis le milieu des années 80 en termes de valeur. Si la valeur totale des exportations africaines et celle de ses exportations agricoles ont baissé, passant respectivement de 122 065 millions de dollars des Etats-Unis et 14 203 millions de dollars des Etats-Unis en 1980 à 81 534 millions de dollars des Etats-Unis et 12 237 millions de dollars des Etats-Unis en 1989, la valeur totale des exportations de poisson a presque triplé, passant de 545 millions de dollars des Etats-Unis à 1 554 millions de dollars au cours de la même période. Pour l'ensemble de l'Afrique, le secteur agricole a été un importateur net alors que le secteur des pêches a été une source nette de recettes en devises avec un excédent commercial de plus de 600 millions de dollars des Etats-Unis en 1989. Les crustacés ont contribué pour environ 50 % de la valeur totale à l'exportation des produits de la pêche.

20. Cependant, l'Afrique demeure un importateur net de poisson en termes de quantité. Les principaux pays importateurs sont le Nigéria, la Côte d'Ivoire, le Zaïre, l'Angola et le Cameroun, qui totalisent 59 % des importations totales africaines de poisson. Les poissons importés par les pays africains sont constitués à 70 % de poissons congelés de faible valeur. Ces dernières années, la valeur totale des importations a baissé, tandis que le volume des importations stagne à environ 1,2 million de tonnes. Cette situation résulte de l'application des politiques d'ajustement structurel et de la pénurie générale de devises.

C. Consommation et utilisation

21. Malgré l'augmentation relative de la production, l'offre moyenne de produits de la pêche par habitant en Afrique est en baisse, passant de 11,7 kg/an en 1973 à 9,7 kg/an en 1982 et 7,9 kg/an en 1989, alors que l'offre moyenne mondiale pour la période 1984-1986 était de 12,4 kg/an et que l'offre moyenne des pays développés est de 25,3 kg/an. L'offre totale africaine n'a donc pas évolué au même rythme que le taux d'accroissement de la population qui est d'environ 3 % par an. Parmi les deux régions les plus peuplées d'Afrique, l'Afrique de l'Ouest a souffert d'une baisse grave de 21 % alors que l'Afrique de l'Est a enregistré une augmentation modeste de 0,9 kg/an. Il faut noter que des pays comme le Congo ont un taux de consommation par habitant de 34 kg/an (voir tableau 2).

22. Cette situation semble alarmante dans un continent où le poisson représente souvent la principale source de protéines animales dans l'alimentation des populations (voir tableau 2). La situation économique générale en Afrique et les perspectives à moyen terme laissent penser que les importations continueront de se heurter à des obstacles alors que, vu

/...

Tableau 2

Approvisionnement en poisson et ration protéique

Pays	Appro. poisson (tonnes)			Appro. poisson per caput (kg/an)			% poisson de ration protéique			% poisson de protéines animales		
	1980	1985	1988	1980	1985	1988	1980	1985	1988	1980	1985	1988
ANGOLA	85385	214428	227880	8,5	24,5	23,4	8,1	18,1	18,7	26,9	41,2	48,1
BÉNIN	45029	45672	48054	13,0	11,5	10,3	7,5	6,4	5,2	37,8	35,5	28,8
BOTSWANA	3084	3027	3748	3,4	2,8	3,0	1,8	1,3	1,3	4,8	4,2	4,8
BURKINA FASO	9785	11847	18845	1,4	1,5	2,2	0,7	0,8	1,0	8,7	8,9	8,7
BURUNDI	15532	11854	11915	3,8	2,3	2,2	1,0	1,2	1,3	25,7	20,2	23,3
CAMEROUN	114186	143315	153214	13,2	14,3	13,4	6,8	7,8	6,5	31,8	32,8	30,8
CAP VERT	6886	8377	4198	22,8	25,8	11,7	10,1	12,2	6,1	44,2	51,1	25,0
CENTRAFRIQUE	13834	14107	14258	5,9	5,3	4,8	4,0	3,8	2,8	15,8	12,4	10,7
CHAD	80458	85887	84842	18,0	17,1	17,1	8,4	8,0	8,8	37,0	35,8	36,8
COMORES	4200	5318	8031	10,7	11,5	11,4	8,1	9,4	8,8	42,1	48,4	48,3
CONGO	47188	78418	75010	26,3	40,4	34,1	22,0	28,8	24,4	55,1	61,4	56,2
CÔTE D'IVOIRE	148136	172243	173033	18,1	17,3	15,0	8,8	8,5	8,4	38,8	38,7	35,7
DJIBOUTI	251	1444	918	0,8	4,1	2,3	0,0	0,0	0,0	1,3	7,7	4,6
GUINÉE EQ.	4408	5388	8781	20,3	17,2	19,7	0,0	0,0	0,0	60,8	67,2	75,9
ETHIOPIE	3515	4130	5455	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,0	0,3	0,3	0,4
GABON	32715	34585	32435	40,8	35,1	26,8	19,2	15,4	14,0	34,9	29,1	29,1
GAMBIE	8715	11228	11900	10,5	15,1	14,2	6,7	8,8	8,9	32,0	35,6	40,2
GHANA	236258	273594	373034	22,3	21,3	26,8	17,8	16,7	18,0	59,0	57,2	62,5
GUINÉE BISSAU	3857	3829	2124	4,8	4,4	2,2	3,1	2,5	1,1	16,3	13,5	7,8
GUINÉE	30757	38845	48032	6,9	7,7	8,2	4,2	4,8	4,9	30,1	30,2	33,8
KENYA	47977	105104	133110	2,9	5,2	5,7	1,4	2,7	3,1	8,7	9,9	8,8
LESOTHO	2434	3172	2649	1,8	2,1	1,5	0,8	1,0	0,8	5,2	5,4	6,1
LIBERIA	26587	29758	33502	14,2	13,5	13,4	8,4	8,1	8,8	32,2	31,3	41,2
MADAGASCAR	51583	83881	91800	5,9	8,2	7,8	3,0	3,5	4,7	12,5	13,8	18,2
MALAWI	58943	82224	80848	9,5	8,5	10,8	4,4	4,0	5,3	45,7	45,4	52,3
MAU	81843	53248	71843	11,9	6,7	8,0	6,3	3,4	3,7	23,0	18,8	18,1
MAURICE	15878	14519	19548	18,5	14,2	18,3	9,5	7,8	8,2	26,3	24,2	26,0
MOZAMBIQUE	46089	42115	44782	3,8	3,1	2,8	4,1	3,3	3,1	26,2	28,6	23,8
NAMIBIE	10250	13100	15887	7,8	8,8	8,1	3,4	3,8	3,7	8,0	9,0	10,5
NGER	8286	2730	5259	1,7	0,4	0,7	0,8	0,3	0,3	4,5	2,1	2,7
NIGERIA	998820	511989	534359	12,7	8,8	8,1	8,8	2,8	2,7	36,9	23,5	24,0
REUNION	13085	12211	14084	20,7	22,3	24,0	10,3	8,8	8,8	23,2	20,1	18,8
RWANDA	1038	908	1400	0,4	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	2,8	1,0	1,7
SAO TOME PRN	1847	4802	3485	19,8	43,0	29,4	10,7	24,2	17,4	50,2	78,2	62,8
SENEGAL	128542	141822	152884	22,8	22,2	21,5	9,9	9,4	10,1	41,9	39,1	36,7
SEYCHELLES	3927	3275	3052	82,4	50,4	44,9	31,1	24,8	22,1	61,3	48,1	43,7
SIERRA LEONE	74729	81540	54893	22,9	18,8	13,8	15,5	13,9	11,7	65,7	67,9	69,9
SOMALIE	12552	13238	18811	2,3	2,4	2,3	1,3	1,3	1,2	2,1	2,3	2,3
AFR. DU SUD	251419	312147	348885	8,9	8,9	10,1	3,8	3,8	3,8	9,8	9,9	11,2
BOUDAN	25618	27230	23038	1,4	1,2	0,9	0,8	0,8	0,5	1,8	1,8	1,4
SWAZILAND	70	80	115	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,0	0,2	0,2	0,2
TANZANIE	228718	3774	36837	12,1	13,2	14,7	8,5	8,7	7,7	33,1	34,2	38,9
TOGO	29458	37954	52354	11,3	12,5	18,3	7,0	7,9	8,8	48,3	45,1	48,9
UGANDA	165840	160800	247300	12,8	10,3	13,7	7,8	6,8	8,8	32,2	33,1	42,7
ZAIRE	178051	325325	287230	7,0	10,7	0,3	0,9	9,1	7,5	37,3	45,1	42,7
ZAMBIE	58826	748	6180	2,2	10,0	8,1	5,0	5,2	4,2	25,3	28,4	28,7
ZIMBABWE	19528	17588	15862	3,4	2,1	1,7	1,4	1,1	0,9	9,3	7,9	8,7
TOTAL	3410311	3680970	4028871	8,89	7,83	7,80						

/...

l'accroissement de la population, la demande continuera d'augmenter. Afin de maintenir l'offre moyenne actuelle par habitant, en l'an 2000 par exemple, les Africains devront produire ou importer 50 000 tonnes supplémentaires par an.

23. Les pertes après capture demeurent importantes et sont estimées à environ 10% de la production intérieure africaine, non comprises les qualités jetées à la mer par les flottes industrielles. Cependant, la grande différence de valeur entre les espèces cibles et les espèces abandonnées entrave sérieusement la rentabilité d'une récupération éventuelle de ces dernières. Un programme régional pour une meilleure utilisation de la production de poisson provenant de la pêche artisanale qui bénéficie de l'appui de la Communauté économique européenne (CEE) est actuellement mis en place en Afrique de l'Ouest. Des activités identiques pourraient être nécessaires en Afrique de l'Est et en Afrique Centrale.

D. Pêches de capture

24. En général, les ressources halieutiques marines et continentales sont soumises à de grandes pressions presque partout en Afrique. La plupart des ressources marines benthiques sont l'objet de pêches excessives ou sont pleinement exploitées. La sécheresse qui a sévi dans les régions septentrionales d'Afrique dans les années 80 et plus récemment dans les régions méridionales influe considérablement sur la disponibilité des ressources tant dans les eaux intérieures que dans les systèmes côtiers. Ces derniers souffrent d'une baisse des apports en éléments nutritifs provenant de la terre avec des flux moins importants tandis que les premières souffrent de la perte d'espace.

25. Bien que les informations disponibles concernant les quantités soient incomplètes, le secteur des pêches, de par le fait qu'il est fort utilisateur de main-d'oeuvre, constitue une importante source d'emplois partout en Afrique. On estime à plus de 1,8 million de personnes le nombre de pêcheurs. Moins de 2 % des pêcheurs à temps complet pratiquent la pêche industrielle. Bien que l'on ne dispose pas de chiffres exacts concernant les emplois créés par le secteur secondaire connexe (transformation, transport, commercialisation), les estimations se situent à environ 8 millions. Par conséquent, la pêche en Afrique occuperait près de 10 millions de personnes, soit environ 9 % de la population active totale recensée dans le secteur agricole.

26. Ces 10 dernières années, l'augmentation de la production intérieure résultait essentiellement d'une augmentation de la production industrielle nationale en Afrique de l'Ouest. On prévoit toutefois un fléchissement des résultats économiques des navires industriels si des mesures d'aménagement appropriées ne sont pas introduites et appliquées.

27. Dans certains pays, la pêche au moyen de pirogues à moteur concurrence avec succès les navires industriels tandis que dans d'autres pays ou régions la pêche en pirogue est en déclin en raison des difficultés rencontrées pour obtenir les intrants et les capitaux nécessaires, auxquels s'ajoutent la

/...

tendance générale des difficultés économiques et les déplacements croissants causés par la pêche industrielle. A cause de la surexploitation, qui entraîne une baisse des taux de prise, les navires industriels ont tendance à se rapprocher davantage des côtes, ce qui les amène à entamer progressivement les eaux moins profondes dans lesquelles opèrent les petits pêcheurs. A terme, ce phénomène pourrait, faute d'une analyse et de solutions appropriées, réduire les revenus et les emplois dans le secteur artisanal et, par conséquent, l'offre de poisson destinée à la consommation intérieure dans les pays concernés. Par exemple, la contribution du secteur artisanal à la production marine locale dans la région desservie par le Comité des pêches pour l'Atlantique Centre-Est (CPACE) de la FAO - zone allant du Maroc au Zaïre - est tombée de 59 % au cours de la période 1975-1979 à 46 % en 1985-1989, selon les données disponibles.

28. Du point de vue social et économique, les pêches artisanales dans la région sont, d'une manière générale, les plus valables sur le plan économique. Elles sont très efficaces lorsqu'on considère les quantités de poisson débarquées par unité d'énergie utilisée et par unité de capital investie. En outre, étant donné la nature sélective de leurs méthodes d'exploitation, la plupart des pêcheries artisanales peuvent être considérées comme offrant des avantages écologiques tout en produisant des aliments de qualité pour la consommation humaine directe, à des prix accessibles aux consommateurs à faible revenu.

29. En termes réels, le revenu des exploitants moyens, en particulier de ceux qui dépendent du secteur artisanal, n'augmente pas suffisamment pour permettre un investissement local important dans ce secteur. Un accent particulier devrait également être mis sur l'accroissement de la productivité économique du pêcheur, notamment en favorisant l'octroi de droits d'utilisation territoriaux.

30. L'expérience en matière de pêche industrielle en Afrique a été diverse. D'une manière générale, la pêche industrielle hauturière locale n'a pas évolué ces dernières années. La pression des coûts et des prix ainsi que, dans certains cas, les difficultés d'accès aux devises, ont contribué aux mauvais résultats économiques enregistrés par les flottes locales. Cependant, la rentabilité des flottes industrielles diffère énormément d'un pays à l'autre, celles du Maroc et du Nigéria offrant des exemples de succès.

31. En raison de la baisse des prises par unité d'effort et malgré l'augmentation des prix à l'exportation, la productivité financière des crevettiers et des flottes pêchant les autres espèces démersales de grande valeur en Afrique de l'Ouest a baissé, ce qui a entraîné une stabilisation des investissements. En conséquence, la flotte locale en Afrique de l'Ouest a vieilli, l'âge moyen des navires étant souvent de 20 ans. Cette situation est partiellement compensée par les meilleurs résultats enregistrés en Afrique de l'Est.

32. Pour le thon, les opérations sont encore dominées par des intérêts asiatiques et européens bien que le nombre d'investisseurs africains soit en augmentation, notamment au Ghana, au Sénégal et en Côte d'Ivoire. Etant donné

/...

que les prix des principales espèces de thon se stabilisent ? pendant alors que les coûts d'exploitation augmentent d'une façon générale, les coûts d'exploitation, il est probable que les investissements futurs tant dans les flottes côtières que dans les flottes à grand rayon d'action diminuent. S'engager dans le type d'exploitation lancé par les flottes d'Europe de l'Est pour pêcher les petites espèces pélagiques de faible valeur au moyen de grands chalutiers est également sujet à caution à court terme, à moins d'une augmentation substantielle des prix de ces espèces.

33. Les flottes étrangères, malgré la baisse progressive de leur part, assurent toujours environ la moitié des prises marines et se concentrent soit sur les petites et grandes espèces pélagiques, soit sur les poissons de fond de grande valeur. Leurs débarquements seraient tombés de plus de 4 millions de tonnes au milieu des années 70 à moins de 3 millions de tonnes en 1986, puis auraient beaucoup fluctué depuis.

34. Toutefois, ces chiffres doivent être ramenés à leur juste valeur économique lorsqu'on considère le volume croissant de devises générées par la délivrance de permis aux navires étrangers et les compensations obtenues dans le cadre des accords intergouvernementaux d'accès aux pêcheries. Il reste toujours à définir des mécanismes, au cas par cas et au niveau sous-régional, pour élaborer des stratégies permettant de tirer le maximum d'avantages économiques et sociaux des pêches hauturières (développement de flottes industrielles locales, coentreprises, accords d'accès, arrangements concernant l'octroi des permis, etc.)

35. Dans l'océan Indien, à l'exception des cinq accords actuellement en vigueur avec la CEE et portant essentiellement sur le thon, seulement deux accords ont récemment été conclus avec les pays d'Asie et un entre les pays voisins de la sous-région. La tendance générale est cependant à la réduction des opérations de pêche autorisées et à l'augmentation des compensations, financières et autres.

36. Dans l'océan Atlantique, le nombre d'accords de pêche entre pays côtiers s'est considérablement accru. La plupart prévoient des droits d'accès réciproque entre pays voisins. Les accords dans le cadre desquels l'une des parties dispose d'une flotte industrielle développée mais où les ressources ne sont pas abondantes (Nigéria et Ghana par exemple), prévoient des droits compensatoires et des dispositions particulières qui régissent les opérations de pêche (nombre de navires autorisés, etc.). Le nombre d'accords conclus avec les flottes d'Etats étrangers diminue régulièrement, mais leur importance pour les Etats côtiers, du point de vue financier et matériel, s'accroît notablement. La raison en est que les accords avec les Etats membres de la CEE sont actuellement conclus par la Communauté (14 accords sont présentement en vigueur en Afrique de l'Ouest) et que les accords avec les pays d'Europe de l'Est ne sont pas reconduits automatiquement.

37. Les tendances mondiales dans le secteur industriel resteront caractérisées, dans un proche avenir, par l'opposition entre flottes publiques et privées, entre flottes étrangères et nationales et entre la vente de droits

/...

de pêche et les coentreprises. Toutefois, les pêches industrielles obéissent à tellement de scénarios qu'il est difficile de généraliser. Pour assurer un développement plus rapide, il faut des politiques, des institutions et des connaissances techniques appropriées aux niveaux national et sous-régional.

E. Aquaculture

38. De nombreuses parties du continent africain recèlent d'abondantes ressources physiques propices à la pisciculture. L'aquaculture en étang n'a pas connu beaucoup de succès en Afrique. Elle n'a pu créer des possibilités nouvelles d'emploi ni accroître les disponibilités alimentaires nationales. Des efforts considérables ont déjà été consacrés à la recherche, à l'éducation et à la formation en matière d'aquaculture ainsi qu'à sa vulgarisation. Bien que l'aide au développement affectée à la pisciculture ait dépassé 100 millions de dollars au cours des dix dernières années, la production aquacole demeure extrêmement faible, se situant à 30 000 tonnes par an, soit moins de 1 % de la production locale totale. Le Nigéria, la Zambie et le Zimbabwe sont les principaux producteurs. L'aquaculture africaine est caractérisée par des activités rurales de subsistance à petite échelle plutôt que par des opérations commerciales intensives.

39. L'élevage commercial de crevettes ne s'est pas développé avec succès bien que les perspectives à court terme semblent très prometteuses dans des pays comme Madagascar. Il y a des possibilités plus réalistes de développer l'aquaculture qui sont la production africaine locale ou le recours à des pratiques améliorées (telles que les parcs d'acadjas), l'introduction d'espèces données et le peuplement sélectif ainsi que les micropêcheries dans les petits plans et réservoirs d'eau douce.

40. Il apparaît de ce fait nécessaire de procéder à une analyse globale pour déterminer les obstacles au développement de l'aquaculture dans le contexte d'un système de production intégré associant l'agriculture, l'élevage et la pêche, notamment pour définir les demandes conflictuelles en ce qui concerne la main-d'oeuvre, le capital et les terres, les débouchés et les incitations à la pisciculture lorsque les activités en ce domaine se sont révélées économiquement rentables. Plus particulièrement, il faut apporter un appui aux entrepreneurs et à la recherche de profit, et examiner minutieusement les possibilités de développement du secteur. La Commission économique pour l'Afrique et la FAO sont les promoteurs d'un tel examen qui aurait pour objet de recommander de nouvelles approches en matière de développement de l'aquaculture en Afrique.

III. SITUATION ET PERSPECTIVES EN MATIERE DE COOPERATION

41. Des progrès considérables ont été réalisés dans certains pays africains pour accroître la production et mettre en place des capacités nationales se suffisant à elles-mêmes.

42. Pour retirer un avantage économique optimal de l'exploitation des ressources halieutiques africaines, il faut renforcer la coopération en matière de pêche. Cela découle de la nature des principaux obstacles auxquels

se heurte le secteur et qui sont, premièrement, d'ordre structurel (viabilité bio-économique des opérations de pêche, nécessité de développer la recherche et la formation, caractère similaire entre des besoins lorsqu'il s'agit d'administration des pêches nationales, en particulier pour ce qui est de la planification du développement et de la gestion des ressources) et, deuxièmement, dépendent de circonstances particulières (acquisition de nouvelles technologies, organisation des marchés, révision des politiques aquacoles, préoccupations identiques quant aux financements).

A. Les principaux enjeux

1. Marchés internationaux et disponibilités alimentaires locales

43. Le commerce mondial du poisson et de produits de la pêche connaît actuellement une forte augmentation. Cette très nette croissance est caractérisée par une augmentation de la demande en Europe, en Amérique du Nord et au Japon. On prévoit que cette croissance va se poursuivre. C'est ainsi qu'avec l'ouverture des pays de l'Est, l'Europe pourrait constituer sous peu un marché de 770 millions de consommateurs, dont la demande de produits de la pêche a été évaluée à environ 20 millions de tonnes par an, soit 20 % de la production mondiale. Ce marché sera régi par les règles de l'offre et de la demande et la concurrence sera serrée. Il faut par conséquent que les acteurs publics et privés du secteur de la pêche s'adaptent continuellement aux besoins (produits nouveaux et normes de qualité supérieures) de marchés internationaux évoluant rapidement.

44. L'émergence des biotechnologies et des industries de l'aquaculture entraînera d'importants changements structurels. Des produits nouveaux tels que les crevettes d'élevage ont déjà des répercussions sur d'importantes pêcheries de crevettes, dont certaines sont essentielles sur le plan économique en Afrique, notamment à Madagascar.

45. Les efforts visant à maintenir à leur niveau actuel les exportations africaines de poisson dans un marché international très évolutif pourraient être compromis par les défis alimentaires qui se posent au continent, compte tenu de la baisse de 30 % de l'offre totale de poisson destiné à la consommation humaine au cours de la période 1980-1989.

2. Accroissement des avantages sociaux et économiques découlant de l'exploitation des Zones économiques exclusives

46. L'exploitation maximale des ressources halieutiques des Zones économiques exclusives africaines par les bateaux nationaux reste un des grands objectifs de nombreux Etats côtiers de la région, encore que l'absence de ressources financières, de personnel qualifié et de techniques adaptées ainsi que la hausse des coûts d'exploitation constituent des obstacles de taille à la réalisation de cet objectif.

47. Les difficultés rencontrées ces dernières années par la plupart des Etats côtiers africains en matière de pêche industrielle dénotent la complexité de cette tâche. En effet, la pêche industrielle est un secteur à forte intensité

/...

de capital et à haut risque, où les inconnues, notamment la variabilité et la vulnérabilité des stocks sont aggravées par les difficultés éprouvées à trouver des débouchés internationaux. En outre, les nombreuses connaissances multidisciplinaires nécessaires à la promotion de la pêche industrielle africaine demeurent, à quelques exceptions près, nettement insuffisantes au niveau national.

48. Au cours des années 80, le développement des capacités nationales a été particulièrement impressionnant dans certains pays de l'Afrique du nord-ouest, comme le Maroc, et dans certains pays du sud-ouest de l'Océan indien, tels que Madagascar. Ces exemples illustrent les axes de développement possibles à moyen ou long terme. Plus particulièrement, on peut dégager les principales tendances ci-après : l'obligation pour les flottes communes de pêche industrielle de débarquer tout ou partie de leurs prises du ou des pays de la Zone économique exclusive dans laquelle elles pêchent (cas de la Mauritanie ou des Seychelles) donne à l'Etat côtier une plus grande part des recettes obtenues, y compris la valeur ajoutée et les emplois; le développement technique du sous-secteur de la pêche artisanale, comme c'est le cas au Sénégal et au Ghana ou à travers l'expansion des flottilles de chalutiers opérant à petite distance des côtes au Nigéria et en Guinée.

49. Dans certains pays, d'autres solutions sont possibles pour le moyen terme, notamment l'octroi de licences, les co-entreprises et d'autres arrangements dont peuvent découler des avantages économiques considérables pour peu qu'ils soient judicieusement conçus et exécutés. Les devises ainsi obtenues pourraient, à leur tour, être réinvesties dans la mise en place d'infrastructures et de capacités nationales. Dans le court à moyen terme, la restructuration des flottes de l'Europe de l'Est pourrait favoriser des accords de coentreprise avec un plus grand nombre de bateaux étrangers basés dans les ports maritimes africains.

50. Or, les progrès accomplis jusqu'ici par certains pays montrent qu'une plus grande participation d'entrepreneurs africains à l'exploitation des ressources halieutiques hauturières requiert encore le plein engagement politique et financier des pays intéressés, une coordination accrue au niveau sous-régional dans des domaines tels que la gestion des ressources, l'aménagement portuaire, la politique en matière de droits d'accès, ainsi que l'appui de la communauté internationale.

51. En vue de contribuer à une évaluation plus judicieuse des stratégies visant à favoriser une participation accrue d'entrepreneurs africains à l'exploitation des ressources halieutiques de leur pays, la FAO a entrepris des études approfondies sur les possibilités et les problèmes du secteur de la pêche industrielle en Afrique de l'Ouest. Parmi les questions traitées, figurent le financement de la pêche industrielle, l'analyse financière des opérations des bateaux locaux, le rôle des subventions dans la pêche industrielle et la rentabilité économique des accords de pêche.

52. Il reste nécessaire de poursuivre et de renforcer ces initiatives préliminaires, en particulier pour ce qui est d'incorporer les études sur les opérations des flottes étrangères au large des pays africains, y compris l'analyse comparative de l'appui gouvernemental (subventions, primes

financières) dans les pays développés, le fonctionnement des accords de coentreprise, notamment. En effet, il ressort des résultats préliminaires qu'une étude aussi exhaustive pourrait nécessiter un support coopératif, en tant que programme de grande envergure couvrant les différentes disciplines relatives à l'aménagement de la pêche industrielle.

3. Mobilisation du financement nécessaire au développement de la pêche

53. Pour que le secteur de la pêche joue un rôle important dans l'approvisionnement en protéines animales et dans l'économie africaine, il convient d'apporter de profonds changements d'orientation en vue de donner au secteur un ordre de priorité plus élevé. Pour les pays qui ne peuvent pas augmenter leurs engagements financiers, une utilisation plus judicieuse des mécanismes de coopération existants peut sensiblement contribuer à des économies d'échelle et à réduire les efforts nécessaires au développement de leur secteur de la pêche.

54. Au cours des 10 dernières années, le secteur de la pêche en Afrique a reçu, en valeur courante, une moyenne de 200 millions de dollars par an au titre de l'assistance technique. Ce chiffre a atteint 230 millions de dollars en 1985, avant de retomber à 147 millions en 1989 (voir tableau 3). Les activités telles que l'appui institutionnel, la recherche, la formation, les études sectorielles et les études de faisabilité ont bénéficié de nettement moins de fonds que la fourniture de matériel.

Tableau 3

Evolution de l'assistance extérieure aux pêches en Afrique

	1985	1986	1987	1988	1989	1991
Assistance extérieure totale a/	227 964	114 765	222 666	169 928	146 465	n.d.
Nombre total de projets	137	126	1 175	183	172	n.d.
Assistance technique a/	25 294	16 967	41 292	50 750	51 600	n.d.
Nombre de projets	65	71	88	84	72	n.d.
Projets régionaux a/	3 124	1 444	20 765	11 312	9 928	9 197
Nombre de projets	4	9	16	14	13	14

Source : Fishery Project Information System (FIPIS), FAO.

a/ Milliers de dollars des Etats-Unis.

55. La réticence de certains donneurs à investir dans la pêche africaine tient au fait que celle-ci est perçue comme un secteur économique complexe et que les projets halieutiques sont considérés comme particulièrement difficiles à gérer. Il en a résulté une diminution des engagements financiers relatifs à la pêche, ce qui préoccupe beaucoup les pays africains détenteurs de stocks excédentaires. Toutefois, cette réduction apparente du financement ne s'est pas étendue au niveau d'activité des bailleurs de fonds, le nombre des projets restant quasiment le même (voir tableau 3). Dans le passé, la plupart des projets régionaux et nationaux étaient financés par les grands organismes donateurs multilatéraux, notamment les banques de développement; aujourd'hui, la majorité des projets sont financés par des sources bilatérales.

56. Le financement des projets régionaux illustre les tendances de la coopération régionale en matière de pêche. En effet, si les dépenses moyennes consacrées aux projets d'assistance régionale en Afrique tournaient autour de 20 millions de dollars par an en 1987, elles sont tombées à 10 millions de dollars en 1991. Ce chiffre est nettement inférieur aux 150 millions de dollars consacrés aux projets nationaux. Pour renverser cette tendance négative, il convient de toute urgence que les pays du continent allouent aux projets régionaux une partie de leurs fonds d'assistance nationaux, en particulier les CIP nationaux du Programme des Nations Unies pour le développement.

57. L'utilité des accords régionaux comme moyen de fournir une assistance technique et en particulier les avantages qui peuvent en découler pour les projets sous-régionaux d'appui technique associés aux commissions régionales de la pêche ou à leurs organes subsidiaires n'est plus à démontrer. Outre les économies d'échelle, les projets régionaux contribuent à éviter des situations où la gestion du projet a entièrement occupé les administrations des pêches, affectant ainsi l'accomplissement des tâches gouvernementales courantes.

58. L'approche régionale s'impose pour toutes les activités (collecte et diffusion des statistiques des pêches, évaluation des ressources, gestion des pêches, formation, etc.) qui doivent englober les stocks, les activités socio-économiques et les écosystèmes dans leur totalité.

B. Besoins en matière de coopération à court et moyen terme

1. Gestion des ressources

59. La surexploitation et l'épuisement des stocks halieutiques du continent par les pêcheurs tant africains qu'étrangers ont mis en évidence la question de la gestion des ressources. La plupart des stocks marins et d'eau douce du continent font l'objet d'une pêche intensive. Rares sont les cas où une activité supplémentaire se traduirait par une augmentation des prises à long terme. Il existe encore des stocks qui sont sous-exploités mais leur exploitation ne peut pas vraiment compenser la surexploitation d'autres stocks. Dans la plupart des cas, un meilleur rendement ne peut être obtenu que grâce à des interventions directes des pouvoirs publics dans le secteur et à une coopération régionale plus judicieuse dans la gestion des stocks communs.

/...

60. Les exemples de stocks communs sont nombreux autour du continent africain, en particulier au large des secteurs subtropicaux du nord et du sud-ouest, où les ressources halieutiques sont abondantes, ainsi que dans de nombreux lacs et fleuves internationaux, notamment dans le Sahel ou la Rift Valley.

61. Des informations précises sur l'état et le potentiel des stocks, dont l'absence constitue un problème constant, sont nécessaires aussi bien à une planification judicieuse de l'investissement qu'à la gestion rationnelle des ressources. Or, l'acquisition de cette information est coûteuse et requiert un personnel qualifié pour la collecte et l'interprétation des données. La plupart des pays africains ont du mal à faire face de façon continue à cette demande de ressources humaines et matérielles.

a) Recherche

62. La recherche halieutique évolue rapidement dans un contexte marqué par une concurrence internationale exacerbée. Certains pays peuvent avoir des raisons particulières de renforcer leur collaboration en matière de recherche halieutique parce que leurs ressources appartiennent au même écosystème et que le développement des moyens de recherche rencontre des problèmes similaires. Souvent, ils ont en commun des stocks dont l'aménagement exige une coopération régionale active.

63. Une étude sur les besoins internationaux en matière de recherche halieutique, y compris une évaluation des besoins pour l'Afrique de l'Ouest, a été réalisée à l'initiative de la première consultation des bailleurs de fonds sur le développement de la pêche, tenue à Paris en 1986. Au cours de cette consultation, les participants ont exprimé leur préoccupation devant l'échec des projets de développement destinés à la mise en place d'une infrastructure pour la pêche et se sont demandé si l'absence de travaux de recherche en était une des causes.

64. Cette étude a montré que les moyens de recherche variaient considérablement d'un pays à l'autre, traduisant ainsi les disparités quant à l'importance accordée au secteur de la pêche, la taille de l'économie nationale et les priorités du gouvernement en matière de développement. La priorité absolue est le renforcement des capacités nationales de recherche, notamment appliquée. Toutefois, dans de nombreux cas, il est possible de combiner les programmes nationaux avec des initiatives régionales. On constate les mêmes échecs et réussites dans la quasi-totalité des pays, ce qui indique des difficultés communes dans l'exploitation des résultats des travaux de recherche en vue du développement du secteur. Aussi les solutions en matière d'aménagement de la pêche ne sont-elles généralement pas définies et quantifiées, pas plus que ne sont élaborés des plans d'aménagement de la pêche. L'étude a conclu que la principale lacune était une absence de coopération dans les activités de recherche.

65. Rares sont les pays africains qui disposent des moyens techniques et des ressources financières nécessaires pour entreprendre, sans aide extérieure, des campagnes de recherche halieutique, y compris la pêche exploratoire et la

/...

surveillance des stocks. L'utilisation commune de bateaux de recherche et l'exécution de programmes de recherche mixtes sont actuellement encouragées par la quasi-totalité des organismes de pêche de l'Afrique de l'Ouest. Des possibilités similaires existent le long de la côte est-africaine.

66. D'une manière générale, les principaux problèmes tiennent à l'insuffisance des financements et des salaires, à la formation (en particulier pour la gestion de la pêche), à l'intégration de la recherche au niveau régional, à la demande et à l'exploitation des travaux de recherche par les administrations publiques et le secteur privé. L'appui institutionnel devrait être développé ou renforcé à deux niveaux : a) recherche appliquée ou adaptée pour faire face aux besoins immédiats du secteur; et b) recherche stratégique ou fondamentale nécessaire pour prévoir les changements de production ou l'émergence de nouvelles techniques et modalités de production.

67. Ainsi, la recherche contribuera directement à l'aménagement (administration) et au développement de la pêche (production et commercialisation), y compris l'aquaculture. Les domaines prioritaires de la recherche, bien qu'ils diffèrent d'une zone de pêche à l'autre, devraient être revus de façon à comprendre, outre les aspects biologiques des ressources halieutiques, les dimensions politique, économique et sociale.

68. Plus précisément, il convient de mettre au point des solutions adaptées pour faire face aux besoins régionaux en matière de recherche. La coopération en matière de recherche devrait avoir des objectifs, des mandats et des délais bien précis, être assortie de priorités soigneusement évaluées et être pleinement intégrée aux plans nationaux d'aménagement et de développement des pêches. Il s'agit notamment, dans le domaine de l'aménagement de la pêche : de la mise en place de bases de données halieutiques et de l'utilisation de systèmes d'information géographique et de cartes numériques; dans le domaine de la planification de la pêche : de la rentabilité des sociétés de pêche et de l'analyse des marchés nationaux et internationaux; dans le domaine de l'aquaculture : d'études sur de nouveaux systèmes de production et d'analyse socio-économiques approfondies des opérations dans diverses conditions.

69. La modélisation bio-économique est particulièrement importante pour une meilleure compréhension et une prédiction des effets que diverses méthodes d'aménagement auront sur les ressources et le secteur dans son ensemble. Une recherche et une information plus judicieuses sont également nécessaires pour bien étudier les avantages comparatifs potentiels entre les différents utilisateurs des ressources et les techniques connexes (par exemple, entre la pêche industrielle et la pêche artisanale).

70. Dans l'ensemble, on constate l'émergence d'une volonté positive de renforcer la coopération régionale et sous-régionale en matière de recherche. Il convient de suivre et d'encourager cette tendance.

/...

b) Systèmes d'information et de données

71. Les données statistiques (aussi bien actuelles que rétrospectives) sont la base sur laquelle devraient être fondées les politiques halieutiques ainsi que les programmes de gestion et de mise en valeur des ressources.

72. Une grave lacune est l'absence de données sociales et économiques, notamment les prix du poisson. Ces données sont essentielles à l'évaluation de la santé du secteur et du rendement du capital et de la main-d'oeuvre, au règlement des différends entre utilisateurs ainsi qu'à l'élaboration et à l'application de mesures relatives à l'aménagement de la pêche. La collaboration régionale dans l'analyse des données rassemblées par les institutions nationales devrait être encouragée. De tels efforts sont actuellement déployés à travers les projets exécutés par la FAO, en ce qui concerne la base de données socio-économiques récemment mise en place (FIPPDAT), qui permet la saisie et la recherche de données spécifiques pour les pays africains.

73. Dans le but d'améliorer l'information sur la pêche dans la région, la FAO a également entrepris l'élaboration d'un répertoire des moyens humains et matériels dans le domaine de la pêche pour les Etats africains riverains de l'océan Atlantique. Des plans ont en outre été arrêtés en vue de l'élaboration de répertoires similaires sur la main-d'oeuvre et les entreprises commerciales du secteur de la pêche en Afrique. Des efforts sont également déployés pour faciliter l'accès direct, par les usagers, aux données que renferment les fichiers informatiques de la base de données statistiques sur la pêche (FISHDAB). Cette base de données rassemble les principales données de statistiques sur les prises, les tonnages débarqués et le commerce, en plus de bases de données complémentaires telles que la FIPIS pour le suivi des projets bénéficiant d'une assistance extérieure.

74. La collecte et l'analyse centralisées des données provenant de l'ensemble des flottes exploitant une ressource commune sont essentielles, en particulier pour permettre une évaluation plus précise des niveaux de pêche, des frais de licence, etc. En ce qui concerne les flottes étrangères, il reste nécessaire d'entreprendre des mesures énergiques en vue de la collecte des statistiques dans le cadre des accords de pêche.

75. La normalisation des systèmes nationaux de statistique au niveau sous-régional ou pour des zones de pêche données est actuellement entreprise, notamment pour les lacs Tanganyika et Victoria, et devrait être encouragée pour les autres zones, notamment le Sahel. La mise en place de base de données maritimes régionales, comme prévu pour l'Afrique de l'Ouest, constitue un autre moyen important d'harmoniser les données. Elle permettra également une exploitation plus rentable des bases de données de l'ONU et d'autres organismes.

76. Il est certes possible de développer encore plus le commerce intra et extrarégional, mais il faut auparavant que les exportateurs soient informés sur les débouchés et bénéficient d'une assistance technique en matière de

/...

méthodes d'exportation. Le service régional d'information et de coopération dans le domaine du commerce du poisson pour l'Afrique (INFOPECHE), qui est actuellement un projet financé par un fonds d'affectation spéciale, deviendra une organisation intergouvernementale en 1993. INFOPECHE collabore avec des services similaires dans d'autres régions, avec le système informatisé d'indicateurs du marché du poisson (GLOBEFISH) au siège de la FAO, des projets opérationnels, des banques ainsi que des organismes des Nations Unies et des organismes donateurs.

c) Contrôle et surveillance de la zone économique exclusive

77. Le contrôle des flottilles industrielles nationales et étrangères est l'une des principales préoccupations pour l'aménagement des pêches en Afrique. Le cas le plus catastrophique d'effondrement des stocks (pilchard de Namibie) enregistré est une conséquence de la surpêche pratiquée par les grandes flottilles industrielles.

78. Le premier moyen de contrôle des activités de pêche est la promulgation de lois rationnelles. La grande majorité des Etats africains a tiré parti du nouveau régime juridique de la mer et la plupart de leurs lois sur les pêches sont tout à fait récentes, mais il reste beaucoup à faire dans deux domaines. Premièrement, dans un certain nombre de cas, les règlements d'application sont incomplets voire inexistant, ce qui fait que ces lois sont sans effet. Le deuxième problème que rencontrent les Etats africains est l'absence de moyens pour faire appliquer leurs instruments juridiques.

79. On est de plus en plus conscient qu'il est nécessaire que les Etats côtiers mettent en place des systèmes de surveillance et de coercition. Mais la plupart des Etats africains ne peuvent se permettre de mettre exclusivement à la disposition du secteur de la pêche des navires et appareils de surveillance. Cela pourrait, dans certains cas, englober toutes les recettes au titre des droits de licence et autres redevances payés par les flottilles étrangères pour obtenir l'accès à la zone économique exclusive. Une des possibilités réalistes qui s'offrent aux gouvernements est de mettre en place des systèmes composites efficaces.

80. Un vaste éventail de moyens complémentaires pour réduire les coûts de contrôle et de surveillance, notamment établissement de registres sous-régionaux des bateaux nationaux et étrangers, utilisation commune d'appareils de surveillance, harmonisation des politiques et des procédures relatives à l'accès, utilisation de satellites de surveillance et de balises de contrôle sur les navires, pourrait être envisagé. Par exemple, la Commission sous-régionale des pêches élabore actuellement un programme de formation et un statut harmonisé pour les observateurs s'occupant du contrôle et de la surveillance ainsi qu'un système commun pour le marquage des bateaux de pêche et l'adoption d'une convention qui fixerait les conditions d'accès aux zones économiques exclusives et d'exploitation de ces zones. Des activités et des mécanismes similaires sont envisagés par la Conférence ministérielle sur la coopération halieutique entre les Etats africains

/...

riverains de l'océan Atlantique, y compris l'établissement d'un registre régional des bateaux de pêche et d'une base de données maritimes régionale (voir également par. 113 à 117).

81. A la demande de la Conférence ministérielle, un atelier consacré à l'examen des mécanismes de contrôle et de surveillance en Afrique de l'Ouest et à l'identification d'activités coopératives sera organisé par la FAO dans la région à la fin de 1992. Il convient en outre de formuler des programmes sous-régionaux appropriés de contrôle et de surveillance pour appuyer de façon efficace les initiatives similaires destinées à faciliter les activités de contrôle et de surveillance dans d'autres régions de l'Afrique.

d) Environnement et utilisations multiples des ressources naturelles

82. La situation actuelle, dans laquelle les pêches ne sont pas considérées comme prioritaires, contrairement à d'autres utilisations des ressources hydriques, fait que de précieuses ressources halieutiques sont perdues du fait de la pollution et de la détérioration de l'environnement, en particulier dans les zones côtières, les bassins fluviaux et les grands lacs.

83. Par exemple, en Afrique, les côtes de l'Afrique de l'Ouest sont les régions où la concentration d'activités industrielles et la densité de population sont les plus fortes. C'est souvent dans ces régions que la détérioration de l'environnement est la plus visible et c'est souvent le secteur des pêches qui ressent le premier les effets de cette détérioration. Le même phénomène est constaté dans le cas des écosystèmes aquatiques continentaux. Dans ce cadre, les questions relatives aux pêches et à l'environnement doivent être abordées au niveau sous-régional.

84. A cet égard, il est nécessaire d'envisager la collecte de l'information et la recherche dans une optique globale pour appréhender dans leur ensemble les écosystèmes aquatiques, une telle approche devant être fondée sur une intégration et une coordination des activités sur une vaste échelle. On s'emploie actuellement à élaborer de nouvelles méthodes pour la conservation intégrée des écosystèmes. Il convient notamment de mentionner l'élaboration de techniques de cartographie des zones côtières et de l'arrière-pays (cartographie sur calque, systèmes d'information géographique, etc.), de nouveaux concepts pour les réserves de la biosphère et la gestion intégrée de l'utilisation multiple des ressources côtières et continentales.

85. Un nombre croissant de pays de la région se lancent dans l'aménagement intégré des écosystèmes. Le savoir-faire acquis dans le cadre de ces programmes n'est pas directement disponible pour les pays qui ont des intérêts similaires. Il est donc nécessaire d'améliorer l'échange de données d'expérience dans le domaine de l'aménagement des systèmes intégrés de ressources et de promouvoir une coopération technique (CTPD) dans la région en renforçant les mécanismes appropriés. Ce processus peut être raccourci en tirant davantage parti des cadres institutionnels existants tels que les programmes régionaux sur l'environnement de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco)/COMARAF et des organes

/...

régionaux du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) s'occupant du milieu marin en Afrique de l'Ouest, en Afrique de l'Est et en Afrique centrale.

2. Planification et programmation du développement

86. L'adoption d'importantes réformes économiques et sectorielles par de nombreux pays de la région a rendu nécessaires un renforcement des moyens d'analyse et de planification des organismes publics compétents, y compris les départements de la pêche, et la formation de leur personnel pour qu'il soit en mesure d'effectuer les analyses-diagnostic requises pour la formulation de politiques et de programmes appropriés.

87. Pour que le processus de développement réussisse, il faut veiller à formuler des stratégies et des plans de développement des pêches qui permettent aux gouvernements de fonder leurs décisions sur des faits, de répartir plus efficacement les ressources naturelles, humaines et financières disponibles et d'établir un dossier à l'appui de leur demande d'assistance extérieure dans le cadre d'un plan de développement des pêches.

88. La FAO, avec l'appui de son programme de coopération technique et un apport financier du PNUD, a renforcé au cours des cinq dernières années son appui à la formulation de plans globaux dans le domaine de la pêche ^{3/} solidement fondés sur des études sectorielles qui ont permis d'identifier clairement les problèmes se posant aux gouvernements ainsi que les possibilités du secteur et les obstacles qu'on y trouve, politiques qui ont été, dans la plupart des cas, approuvées par l'industrie de la pêche dans le cadre de séminaires nationaux sur la planification des pêches.

89. Ces dernières années, des projets régionaux (par exemple, CPAGE, Projet de l'océan Indien du Sud-Ouest) ont contribué dans une large mesure à la promotion des moyens de planification, grâce au perfectionnement des cadres chargés de la planification du développement des pêches, au renforcement des instituts de formation, au développement et à l'élargissement de matériels méthodologiques et en apportant un appui dans le cadre de la formulation, du contrôle et de l'évaluation des projets ainsi qu'en favorisant le recours à des progiciels pour l'analyse économique et financière. Il convient de noter qu'un seul projet de ce type - le projet PPCE - est actuellement exécuté dans la région.

90. L'éventail des questions économiques et techniques qui doivent être prises en compte dans un processus de planification globale est extrêmement vaste. Cela comprend par exemple le renforcement de la coordination en ce qui concerne les activités de pêche étrangères, non seulement au niveau opérationnel mais aussi en ce qui concerne l'élaboration, la négociation et l'adoption des accords de pêche, la définition de positions communes dans les instances internationales qui s'occupent des questions relatives à la pêche (négociations commerciales internationales au sein du GATT, arrangements CEE/Groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), notamment).

/...

3. Formation

91. L'un des principaux objectifs de l'assistance technique est de renforcer les capacités nationales. Le remplacement des experts étrangers par des experts nationaux grâce à un processus de formation graduelle ne peut être assuré que si les gouvernements s'engagent fermement à faire en sorte que le personnel national formé soit placé à des postes appropriés, soit doté des moyens nécessaires et reçoive les incitations requises pour qu'il puisse assumer les fonctions pour lesquelles il a été formé. Cela exige en outre une bonne planification des ressources humaines, une structuration appropriée des établissements publics et un renforcement des services de vulgarisation et de formation en faveur des pêcheurs.

92. Actuellement, les services des centres régionaux de formation à la pêche, tel que l'Institut supérieur des sciences halieutiques et techniques en Mauritanie, le Centre des pêches continentales et de la pisciculture en Côte d'Ivoire, qui sont tous deux appuyés par la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (CEAO), et le Centre régional d'aquaculture pour l'Afrique au Nigéria qui est financé par la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest ne sont pas utilisés à pleine capacité. La majorité des stagiaires continuent de suivre des cours de formation en dehors de la région, bénéficiant dans certains cas de projets exécutés avec une assistance extérieure ou conformément à une disposition expresse dans certains accords sur l'accès aux zones de pêche.

93. L'Afrique de l'Est ne dispose pas encore de centres régionaux de ce type, bien que la Conférence pour la coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC) formule des projets à cet effet depuis un certain nombre d'années. Une autre option consiste à régionaliser les centres d'études avancées existants comme l'a fortement recommandé la session de mai 1991. L'idée est d'harmoniser les niveaux des connaissances des scientifiques ainsi que de réduire les investissements et les dépenses de fonctionnement. Une telle initiative a, par exemple, déjà été prise par le Maroc qui a récemment régionalisé son centre de formation IAV HII.

94. Pour répondre aux besoins ponctuels, il faudrait aussi prendre des initiatives à plus court terme telles que le lancement par la FAO, en collaboration avec INFOPECHE, du programme de formation interrégional de trois ans sur la garantie de la qualité du poisson et des produits de la pêche.

95. D'une façon plus générale, il convient de promouvoir l'échange de connaissances techniques au niveau régional ou sous-régional. Pour qu'elle soit plus efficace, une telle coopération doit être assortie d'activités de suivi et d'un appui appropriés.

4. Transferts de technologie et appui aux entrepreneurs privés

96. Il convient de promouvoir d'une manière plus effective les initiatives du secteur privé dans le domaine des pêches et de l'aquaculture aux moyens de programmes appropriés.

/...

97. La participation d'emblée des opérateurs de l'industrie, du commerce et autres aux activités de coopération technique et de transfert de technologie doit être encouragée encore plus, notamment par le biais du transfert de technologies qui ont déjà fait leurs preuves dans d'autres pays africains.

98. Il est nécessaire d'instaurer des conditions propices à l'investissement au moyen de mécanismes appropriés, dont en particulier l'octroi de crédit et de ressources financières ainsi que de garanties et de subventions, lorsqu'elles conviennent pour encourager les activités du secteur privé. Le secteur des pêches est, par exemple, rarement pris en compte dans les codes d'investissement africains. Des efforts déployés au niveau sous-régional par le biais des groupements économiques compétents pour harmoniser efficacement les règlements fiscaux, douaniers et autres règlements financiers ainsi que pour mettre en place des mécanismes compensatoires pour les produits de la pêche, permettraient d'accroître rapidement le volume du commerce interrégional du poisson en Afrique.

99. D'autres moyens de promouvoir l'investissement privé au niveau régional pourraient consister à effectuer un plus grand nombre d'études comparatives consacrées à l'analyse des coûts, des bénéfices, des taux internes de rentabilité pour différentes échelles opérationnelles, l'objectif étant d'aider le secteur privé à faire des choix technologiques optimaux et de promouvoir les sociétés mixtes au niveau du pays ou de la sous-région.

100. Le niveau de développement atteint par les pays africains faisant partie d'un même groupe sous-régional fait souvent apparaître un déséquilibre notamment en ce qui concerne les flottilles, le capital, les ressources humaines et les infrastructures portuaires. De très nombreuses complémentarités existent et peuvent être mises mutuellement à profit, notamment au moyen d'un transfert de technologie d'un pays africain à un autre. Par exemple, la popularisation des voiles, des outriggers et des flotteurs est une nécessité urgente dans plusieurs pays africains; en aval, la conception de nouveaux produits, l'amélioration des structures de transformation, de la qualité et un meilleur étiquetage des produits de la pêche sont des domaines où il est possible de promouvoir des sociétés mixtes privées.

101. Les technologies dont le transfert est envisagé doivent être adaptées aux économies locales bénéficiaires. S'agissant de la technologie requise pour l'exploitation des ressources en mer, les principaux critères à prendre en compte au stade de la conception sont la sécurité en mer, une intensité de main-d'oeuvre équilibrée et une faible demande de devises. Pour répondre à ces critères, il faudra, dans la plupart des cas, consentir un réel effort de recherche-développement au niveau local pour améliorer les technologies et le matériel disponibles.

5. Coordination des programmes régionaux et sous-régionaux dans le domaine des pêches

102. La tendance actuelle vers des approches régionales plus intégrées du développement des pêches africaines a pour corollaire un recours croissant aux mécanismes institutionnels s'occupant des questions et des problèmes relatifs

/...

aux pêches et un renforcement de l'efficacité et de la coordination de ces mécanismes. Sur le plan régional ou au niveau sous-régional, la coordination de la coopération dans le domaine des pêches est assurée principalement par des organismes maritimes ou continentaux s'occupant de la pêche et des organismes de coopération économique ainsi que dans le cadre de projets opérationnels régionaux. Le tableau 4 donne une liste des Etats africains membres des organismes de pêche et des groupements économiques.

a) Organes s'occupant des pêches et groupements économiques régionaux

103. S'agissant du secteur marin, le rôle des organismes régionaux est reconnu dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982. La Convention contient en particulier un certain nombre de dispositions sur la coopération entre les Etats côtiers et les organisations internationales compétentes tant sous-régionales, régionales que mondiales en matière de conservation et d'exploitation des ressources biologiques.

104. Traditionnellement, ce sont les organes régionaux de la FAO [le Comité des pêches de l'Atlantique centre-est (CPACE) et ses sous-comités et groupes de travail, le Comité des pêches de l'océan Indien (CPOI) et en particulier ses sous-commissions pour le sud-ouest de l'océan Indien créées dans le cadre de projets régionaux] ou des commissions halieutiques n'appartenant pas à la FAO (la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique et la Commission internationale pour les pêches de l'Atlantique sud-est) qui ont assuré la coopération halieutique maritime dans la région par le biais d'organes s'occupant de la pêche.

105. Ces dernières années, le nombre d'organisations intergouvernementales opérant dans le domaine de la pêche maritime a augmenté. De nouveaux organismes ont été créés en Afrique de l'Ouest [le Comité régional des pêches pour le golfe de Guinée (COREP) en 1984, la Commission sous-régionale des pêches (CSRFP) pour l'Afrique du Nord en 1985, la Conférence ministérielle pour la coopération halieutique entre les Etats africains riverains de l'Atlantique en 1989] ainsi qu'en Afrique de l'Est pour les thonidés [la Western Indian Ocean Tuna Organization en 1990 et l'Association thonière, un organe subsidiaire de la Commission de l'océan Indien, en 1991].

106. S'agissant des pêches continentales, le Comité des pêches continentales en Afrique de la FAO et ses trois sous-comités (pour les pêches sahéliennes, pour le lac Tanganyika et pour le lac Victoria) sont les seuls organes s'occupant exclusivement de l'aménagement et du développement des pêches dans les fleuves, les plaines alluviales et les lacs internationaux.

107. Les organisations d'intégration économique régionale manifestent également un vif intérêt pour le développement de la pêche. En général, leur objectif primordial est la suppression parmi leurs membres des discriminations d'ordre économique (barrières douanières, circulation des biens et des personnes, réglementations fiscales, etc.). Bien que la pêche soit un domaine de compétence peu important pour nombre de groupements économiques et d'organisations de mise en valeur des bassins fluviaux et lacustres et de

/...

Membres des Organismes de pêche et groupements économiques

Tableau 4

PAYS	ORG. REGIONAUX PECHE ONU				GROUPEMENTS ECONOMIQUES REGIONAUX										ORG. PECHE INTERGOUVERNEMENTAUX					ORG. GESTION SECHERESSE			
	CÉA	CPOI	CPACE	CIFA	CEDEAO	CEAO	ZEP	SADCC	MRU	COI	CEPGL	OUA	UDEAO	CEEAC	IOCAT	COREP	SACP	MC	WIOTC	CBLT	CILSS	IGADD	AMPA
ANGOLA	x							x				x			x			x					
BENIN	x		x	x	x							x			x								x
BOTSWANA	x			x				x				x											
BURKINA FASO	x				x	x						x									x		x
BURUNDI	x			x			x				x	x		x									
CAMEROUN	x		x	x								x	x				x	x		x			x
CAP-VERT	x		x		x							x			x								
REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	x			x								x	x	x	x			x			x		
TCHAD	x			x								x	x	x						x	x		x
COMORES	x	x					x			x		x							x				
CONGO	x		x	x								x	x	x		x		x					
COTE D'IVOIRE	x		x	x	x	x						x			x								x
DJIBOUTI	x						x					x			x			x					
GUINEE EQUATORIALE	x		x									x		x		x		x				x	
ETHIOPIE	x	x		x			x					x											x
GABON	x		x	x								x	x	x	x			x					
GAMBIE	x		x	x	x							x					x	x					
GHANA	x		x	x	x							x						x					
GUINEE-BISSAU	x		x		x							x											
GUINEE	x		x		x				x			x											
KENYA	x	x		x			x					x											
LESOTHO	x						x	x				x											
LIBERIA			x		x				x			x											
MADAGASCAR		x		x						x		x											
MALAWI				x			x	x				x											
MAU	x			x	x	x						x									x		x
MAURITANIE	x		x		x	x						x					x	x			x		
MAURICE	x	x		x			x			x		x							x				
MAROC	x		x												x			x					
MOZAMBIQUE	x	x						x		x		x							x				
NAMIBIE	x							x										x					
NIGER	x			x	x	x						x								x	x		x
NIGERIA	x		x	x	x							x						x		x			x
REUNION	x									x		x											
RWANDA	x			x			x				x	x											
SAO TOME-ET-PRINCIPE	x		x									x			x	x	x	x					
SENEGAL	x		x	x	x	x						x			x			x			x		
SEYCHELLES	x	x								x		x							x				
SIERRA LEONE	x		x	x	x				x			x						x					
SOMALIE	x	x		x			x					x										x	
AFRIQUE DU SUD															x								
Soudan	x			x								x										x	
SWAZILAND	x			x			x	x				x											
REPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE	x	x		x			x	x				x							x				
TOGO	x		x	x	x							x						x					
UGANDA	x			x			x					x										x	
ZAIRE	x		x	x							x	x				x		x					
ZAMBIE	x			x			x	x				x											
ZIMBABWE	x			x			x	x				x											
Année de création	1966	1967	1967	1971	1975	1974	1981	1980	1973	1984	1976	1984	1984	1983	1968	1984	1985	1988	1990	1984	1973	1986	1984

Tableau 4 (suite)

CEA	Commission économique pour l'Afrique
CPOI	Commission des pêches de l'océan Indien (parmi les pays membres figurent 30 pays d'Europe, d'Asie et du Proche-Orient)
CPACE	Comité des pêches de l'Atlantique centre-est (parmi les pays membres figurent 10 pays non africains)
CIFA	Comité des pêches continentales en Afrique
CEDEAO	Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEAO	Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest
ZEP	Zone d'échanges préférentiels des Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe
SADCC	Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe
MRU	Union du fleuve Mano
COI/AT	Commission de l'océan Indien (Association thonière)
CEPGL	Communauté économique des pays des grands lacs
OUA	Organisation de l'unité africaine
UDEAC	Union douanière et économique des Etats d'Afrique centrale
CEEAC	Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale
ICCAT	Commission internationale pour la conservation du thon de l'Atlantique
COREP	Comité régional des pêches du golfe de Guinée
SRCF	Commission sous-régionale des pêches (Afrique du Nord-Ouest)
MC	Conférence ministérielle sur la coopération halieutique entre les Etats africains riverains de l'océan Atlantique
WIOTO	Western Indian Ocean Tuna Organization
CBLT	Commission du bassin du lac Tchad
CILSS	Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel
IGADD	Autorité intergouvernementale de lutte contre la sécheresse et pour le développement
AMFN	Association pour la mise en valeur du fleuve Niger
OMVS	Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal
OMVG	Organisation pour la mise en valeur du fleuve Gambie

/...

lutte contre la sécheresse, la plupart de ces institutions régionales sont spécifiquement chargées de promouvoir le développement de la pêche, et en particulier d'harmoniser les politiques dans le domaine de la pêche.

108. La composition des groupements économiques régionaux se fonde, en règle générale, sur des affinités linguistiques, économiques ou politiques et ne reflète pas toujours les zones d'aménagement naturel. Aussi ces organismes éprouvent-ils certaines difficultés à offrir, d'un point de vue strictement technique, un cadre adéquat de coopération pour une bonne gestion des stocks. Leurs activités sont généralement effectuées dans un cadre de développement plus large, ce qui réduit la capacité de décision lorsqu'il s'agit de questions concernant les pêches. Seuls quelques-uns de ces groupements [par exemple la SADCC, la Commission du bassin du lac Tchad et l'Union douanière et économique de l'Afrique centrale (UDEAC)] disposent en fait de personnel spécialisé dans le domaine de la pêche, ce qui entraîne un manque général de soutien technique.

109. Etant donné que les ressources sont limitées, il importe d'éviter de les dissiper et de veiller à assurer une meilleure coordination et une définition plus précise des efforts déployés au niveau régional, en particulier parmi les groupements économiques dont les zones de gestion de la pêche se chevauchent. Ceci améliorerait certainement l'efficacité globale du système institutionnel régional pour la coopération halieutique. Compte tenu des liens solides et des préférences d'ordre économique existant entre leurs membres, les groupements seront en mesure de jouer un plus grand rôle dans le développement de la pêche en bénéficiant d'un soutien technique important de la part des organismes chargés de la pêche et d'un renforcement des liens entre les niveaux consultatifs et ceux de prise de décisions.

110. Afin de donner aux organismes s'occupant de pêche et aux groupements économiques les moyens de s'occuper plus efficacement des stocks communs et d'autres questions d'intérêt mutuel, il sera nécessaire de changer radicalement leur structure et leur objet. Certains organismes s'occupant de pêche ont déjà pris d'importantes initiatives dans ce sens.

111. D'une part, il faut des cadres institutionnels appropriés pour déterminer les politiques, stimuler la volonté politique et promouvoir la collaboration sous-régionale et régionale aux niveaux les plus élevés. A cet égard, il est encourageant de constater qu'un nombre croissant de pays africains prennent des mesures pour renforcer leurs moyens de coopération dans le domaine des pêches et que ces efforts visent un objectif plus large, sont de portée plus étendue et mettent davantage l'accent sur l'élaboration de politiques, ainsi que sur la gestion et la mise en valeur des ressources au sens le plus large. Bien qu'on puisse citer de nombreux exemples, la récente initiative de la Conférence ministérielle sur la coopération halieutique entre les Etats africains riverains de l'océan Atlantique nouvellement créée (voir ci-dessous) suffit à illustrer cette tendance.

112. D'autre part, il est également indispensable de renforcer les mécanismes pour assurer la coordination des activités, des services consultatifs, des mesures d'appui et de suivi, notamment pour les questions ayant trait aux statistiques et aux données, à la formation, à la gestion des stocks communs, à l'harmonisation de la législation et à la commercialisation.

b) La Conférence ministérielle sur la coopération halieutique entre les Etats africains riverains de l'océan Atlantique

113. Cette conférence ministérielle constitue un exemple intéressant d'un nouveau mécanisme de coordination des politiques. Elle s'est tenue en mars/avril 1989 à Rabat (Maroc) dans le but d'examiner la coopération dans tous les aspects de la pêche entre les 22 Etats africains situés le long de la côte atlantique du Maroc à la Namibie. Les ministres responsables du secteur des pêches dans la région et 10 organisations internationales et régionales ont pris part à la réunion. En y participant, les Etats de la région ont décidé de coopérer activement conformément à leur souhait de faire du secteur de la pêche un volet stratégique de leur développement économique et social.

114. A la fin de la réunion, les ministres ont adopté la "Déclaration de Rabat", exprimant la volonté de l'ensemble des Etats de la région de renforcer et d'élargir la coopération, en particulier dans les domaines ci-après : évaluation et conservation des ressources halieutiques ainsi que promotion de la recherche scientifique maritime; développement de la production et de l'infrastructure halieutiques; commercialisation des produits de la pêche; intensification de la formation professionnelle et technique; solidarité avec les Etats sans littoral et les autres Etats africains géographiquement désavantagés.

115. La Conférence ministérielle a aussi décidé de mettre sur pied un comité de suivi chargé de rechercher les moyens de mettre en application les recommandations qu'elle a formulées. Ce Comité de suivi a envoyé des missions dans les organismes suivants : FAO, PNUD, Bureau des affaires maritimes et du droit de la mer, Organisation maritime internationale (OMI), PNUE, Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), CEA, CNUCED, Centre international d'exploitation des océans et CEE, pour solliciter leur coopération. La FAO a annoncé un projet de coopération technique pour aider le Comité de suivi à préparer sa réunion qui a eu lieu en mai 1990. A l'époque, le Comité a présenté un programme d'action comprenant toute une gamme de projets de coopération régionale, et portant notamment sur les aspects suivants : gestion des ressources et planification du développement en vue de la pêche dans la région, recensement des capacités et des besoins de la région en ce qui concerne la coopération en matière de formation et de recherche maritimes, création sous la coordination de la CEA d'une base de données maritimes régionales, établissement d'un registre régional des bateaux, développement de l'industrie de la pêche, coordination des activités de suivi, de contrôle et de surveillance des bateaux de pêche. En outre, une réunion d'experts juridiques, s'est tenue à Rome en mai 1991 afin d'examiner un projet de convention élaboré par le Comité de suivi.

/...

116. La deuxième session de la Conférence ministérielle s'est tenue à Dakar en juillet 1991 avec le soutien de la CEE et de la FAO. Le temps fort de cette session a été l'adoption de la Convention régionale sur la coopération halieutique entre les Etats africains riverains de l'océan Atlantique ainsi que l'adoption du programme d'action. Ledit programme regroupe tous les projets en cours, les projets dans la filière et les nouveaux projets, prévoit la mise en place d'un mécanisme de coordination et est conçu pour avoir des sous-programmes et projets.

117. La FAO a été désignée comme le dépositaire de la Convention et il lui a été demandé de fournir provisoirement un appui institutionnel en attendant la mise en place d'un secrétariat permanent de la Conférence. La FAO coopère actuellement avec le secrétariat provisoire pour assurer le suivi de l'application des recommandations de la Conférence. Des ateliers seront organisés dans la région en 1992 sur une banque de données maritimes, le suivi, le contrôle et la surveillance et sur les possibilités institutionnelles à retenir pour la création d'un secrétariat permanent de la Conférence. Des activités de planification et de programmation seront aussi entreprises ainsi que d'autres activités recommandées par la Conférence. En février 1991, la Convention a été signée par les pays suivants : Congo, Maroc, Sénégal, Togo et Zaïre.

c) Approche par programme pour le développement et la gestion de la pêche en Afrique

118. Des mesures plus efficaces pourraient être prises pour faciliter la coordination des activités dans le domaine de la pêche et dans les domaines connexes (océanographie, recherche sur l'environnement, notamment) pour apporter, selon les besoins, l'appui technique nécessaire pour la coopération (CTPD, CEPD) et donner des avis sur les questions se posant à plusieurs pays, là où des avantages tels que les économies d'échelle, l'utilisation optimale des connaissances techniques et des moyens peuvent être obtenus grâce à des approches communes.

119. Les programmes d'aide régionaux comprenant les projets techniques régionaux en matière de pêche, existants et en attente, constituent un réseau complet pour la promotion du développement de la pêche en Afrique à court et moyen terme. Si elle est convenablement soutenue par les organismes de pêche appropriés agissant en étroite coordination avec les groupements économiques concernés et est suffisamment appuyée par la communauté des donateurs, cette "approche par programme" offre de multiples avantages. Elle permet d'avoir une vue globale et une meilleure compréhension des possibilités de développement de la pêche et des besoins en matière de gestion, au niveau national comme au niveau sous-régional. Les projets régionaux existants de même que ceux en attente trouveraient leur place dans le cadre des sous-programmes appropriés sans perdre aucun de leurs traits particuliers. Les lacunes nécessitant une action sous-régionale pourraient immédiatement être mises en évidence, non seulement à l'intention des pays de la région en question mais aussi des donateurs multilatéraux et bilatéraux. Le chevauchement des efforts sera aussi plus facile à éviter et la nécessité de

/...

coordination sera plus clairement démontrée. Une telle approche faciliterait également le suivi et l'évaluation d'ensemble ainsi que la réorientation éventuelle des activités.

120. De plus en plus d'efforts sont déployés conjointement dans le cadre des projets régionaux en cours et cette tendance devrait être davantage encouragée. On le voit bien par exemple dans la région de l'Afrique de l'Est, de l'Afrique centrale et de l'Afrique australe où une coordination étroite, notamment l'échange de données et de connaissances techniques entre quatre projets 4/ permet d'obtenir de meilleurs résultats en matière de développement des zones de pêche de la Rift Valley, ainsi qu'en Afrique de l'Ouest où la promotion d'activités intégrées pour trois projets régionaux 5/ et les projets nationaux y relatifs favorise l'obtention de résultats similaires dans le développement de la pêche artisanale.

121. La Conférence ministérielle susmentionnée a également adopté, à sa deuxième session en juillet 1991, une approche par programme pour ses domaines de compétence. Etant donné que l'approche régionale par la programmation en matière de pêche va probablement gagner de l'importance dans les diverses sous-régions africaines, il est peut-être souhaitable de suivre l'évolution de ces faits.

IV. CONCLUSION

122. Le secteur de la pêche en Afrique produit actuellement des bénéfices sociaux et économiques considérables. Il peut être considéré comme l'un des secteurs les plus sains dans le continent, les indicateurs économiques montrant des tendances encourageantes. Toutefois, si l'on veut maintenir et améliorer les résultats sans compromettre davantage la base de ressources, il faudrait d'urgence intensifier les efforts de planification du développement et de mise en valeur des ressources, tant à l'échelle nationale qu'à l'échelle régionale. Il faudrait également relever de nouveaux défis comme la participation accrue de l'Afrique à la production marine et au commerce international du poisson et des produits halieutiques.

123. Pour développer aussi bien la pêche continentale que la pêche en mer, une collaboration plus poussée entre les pays concernés pourrait être bénéfique, notamment si ces pays ont davantage recours au cadre institutionnel existant pour la coopération halieutique, c'est-à-dire les organismes de pêche régionaux et sous-régionaux, les groupements économiques régionaux compétents en matière de pêche et les projets régionaux.

124. Les mécanismes de coopération intergouvernementaux aux niveaux sous-régional et régional évoluent progressivement et s'adaptent aux nouveaux défis. Cependant, le développement du secteur de la pêche en Afrique est entravé par la lenteur avec laquelle sont appliquées les directives tant de politique générale que scientifiques, recommandées par les organismes de pêche intergouvernementaux et aussi par le fait que les programmes régionaux ont de plus en plus de difficultés à obtenir un financement.

/...

V. RECOMMANDATIONS

125. Les gouvernements africains devraient accorder un rang de priorité plus élevé au développement des pêches et de l'aquaculture, compte tenu de la contribution potentielle du secteur des pêches à la réalisation des objectifs économiques, sociaux et nutritionnels de l'Afrique.

126. Les Etats africains devraient, afin d'assurer l'approvisionnement en produits de pêche des populations actuelles et futures, adopter des normes efficaces en matière de planification et d'aménagement des pêches qui, dans le contexte du développement durable, favoriseront le maintien de la quantité, de la qualité, de la diversité et de la viabilité économique des ressources halieutiques.

127. Il faudrait davantage s'appuyer sur les approches sous-régionales en ce qui concerne les questions prioritaires d'intérêt commun telles que la collecte et la diffusion des statistiques des pêches, l'évaluation des ressources, l'aménagement des pêches, ainsi que d'autres questions touchant aux stocks, aux activités socio-économiques et aux écosystèmes dans leur ensemble, qui permettent d'assurer l'exploitation durable des ressources halieutiques en harmonie avec l'environnement.

128. Les programmes de recherche appliquée et stratégique visant à améliorer les capacités nationales, sous-régionales et régionales et à accroître l'autonomie des pays africains en matière de planification, d'aménagement et de développement des pêches devraient être intensifiés, en particulier pour résoudre les problèmes graves que les capacités de pêches excessives posent aux pêcheries de nombreux pays africains.

129. L'accent devrait être mis sur la collaboration régionale en matière de gestion et de développement des pêches grâce au renforcement de la collaboration entre les organismes régionaux s'occupant de pêche en Afrique, et les gouvernements concernés devraient faire davantage d'efforts pour mettre en oeuvre les orientations et les principes scientifiques recommandés par les organismes intergouvernementaux chargés des questions de pêche.

130. Les efforts visant à étudier les incidences économiques et sociales, c'est-à-dire à quantifier la contribution actuelle et potentielle des pêches au PNB de l'Afrique devraient être appuyés par des programmes appropriés portant notamment sur le renforcement et l'harmonisation des bases de données pertinentes, de statistiques et d'informations et sur l'élaboration d'options et de stratégies aux niveaux national et sous-régional afin de retirer le maximum d'avantages sociaux et économiques des différents sous-secteurs des pêches en Afrique.

131. Il faudrait procéder à une analyse exhaustive pour mieux déterminer les difficultés et les perspectives de développement de l'aquaculture en Afrique.

132. Une plus grande part des recettes d'exportation de poisson devrait servir à importer du poisson ou le matériel de pêche nécessaire afin d'accroître la productivité de la pêche artisanale.

/...

133. Les organisations de coopération technique multilatérale et les institutions financières devraient renforcer leurs capacités et intensifier la coopération afin d'aider les pays africains à relever les nouveaux défis en matière de pêche, en particulier pour ce qui est de la gestion des ressources halieutiques et du développement des marchés du poisson.

134. Les donneurs bilatéraux et multilatéraux devraient mettre davantage l'accent sur les projets et programmes régionaux d'assistance technique et leur apporter un appui à long terme tout en facilitant les procédures de mise en commun des ressources financières.

135. La coopération entre pays africains devrait être renforcée au niveau opérationnel eu égard non seulement à la pêche étrangère mais aussi à la préparation et à la négociation d'accords de pêche, à la définition d'une position commune dans les instances internationales telles que le GATT et la CEE/ACP.

136. Il faudrait promouvoir l'échange des connaissances techniques africaines disponibles aux niveaux régional et sous-régional ainsi qu'une utilisation plus efficace des centres de formation régionaux.

137. Il faudrait renforcer les mécanismes régionaux et sous-régionaux de coordination et intensifier la spécialisation des activités de développement ainsi que les efforts dans le secteur des pêches et les domaines connexes, en particulier au niveau des groupements économiques et des organismes s'occupant des pêches où les zones d'aménagement des pêcheries se recoupent, de façon à éviter le gaspillage de ressources financières rares.

Notes

1/ Le présent rapport porte sur l'Afrique subsaharienne. Les pays méditerranéens (Egypte, Algérie, Jamahiriya arabe libyenne et Tunisie) ne sont pas inclus.

2/ Rapport de la dix-neuvième session du Comité des pêches de la FAO, Rome 8-12 avril 1991. Rapport de la FAO sur les pêches No 459, par. 14.

3/ Cette assistance a été fournie au niveau national par exemple au Burundi, à Madagascar, dans la République-Unie de Tanzanie, en Sierra Leone, au Rwanda, en Ethiopie, au Cameroun et en Guinée-Bissau, ainsi qu'au niveau sous-régional à la Commission du bassin du lac Tchad, aux Etats membres du Sous-Comité des pêches de l'océan Indien du Sud-Ouest, au Comité des pêches de l'océan Indien, aux Etats membres du Sous-Comité de la protection et du développement des pêches dans la zone sahélienne qui dépend du Comité des pêches continentales en Afrique (CPCA), à la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest et à l'Autorité intergouvernementale pour la lutte contre la sécheresse et pour le développement.

4/ Il s'agit de l'Aquaculture for Local Community Development Programme, du Projet régional pour la planification, le développement et l'aménagement des pêches continentales en Afrique orientale, centrale et australe (PPCE), du projet Research for the Management of the Fisheries on Lake Tanganyika nouvellement créé et du Regional Project for Research on Applied Hydrobiology.

5/ Ces projets sont l'Integrated Development of Artisanal Fisheries Project (IDAF), les Regional Fish Trade Information and Cooperation Services (INFOPECHE) et le projet Reduction of Post-harvest Losses in West African Fisheries (réduction des pertes après capture dans la pêche en Afrique de l'Ouest).
